



Sommaire

Edito	2
Revue de presse	3
Les activités de l'ADEC-NS.	4

Ouvrez ce document sur votre lecteur PDF
pour accéder au contenu interactif



Edito par Delphine Borione,

Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès de la FAO, du FIDA et du PAM

« Une nouvelle feuille de route pour la FAO dans le cadre de l'agenda 2030 »

Créée en 1945, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA/FAO) contribue à relever de nombreux défis planétaires. L'action de la FAO s'articule désormais autour de 5 objectifs stratégiques : i) contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, ii) rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables, iii) réduire la pauvreté rurale, iv) œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces et enfin v) améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise.

Elle s'investit aussi sur quatre sujets transversaux majeurs: la promotion de l'égalité femme-homme et l'autonomisation des femmes, l'amélioration de la gouvernance à l'échelle nationale, régionale et mondiale ; la question de la nutrition, et enfin le changement climatique pour lequel la FAO s'est dotée d'une stratégie spécifique. Pour ce faire, elle produit des normes et les statistiques de référence, appuie les gouvernements dans la formulation et la mise en œuvre de politiques sectorielles, apporte une assistance technique et renforce les capacités des acteurs, intervient aussi dans des situations d'urgence humanitaire.

Les défis à relever sont nombreux. Le dernier rapport sur l'insécurité alimentaire dans le monde fait d'ailleurs état pour la première fois depuis 10 ans, d'une hausse du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde, passant en un an de 777 millions à 815 millions.

Face à une demande toujours croissante, accroître durablement la productivité agricole tout en préservant durablement les ressources naturelles est de première importance. Devant le dérèglement climatique, l'apparition fréquente d'événements naturels extrêmes, le développement et l'émergence de maladies transfrontières, il est capital de rendre les systèmes alimentaires plus efficaces, inclusifs et résilients. Au-delà de la résilience des systèmes, le capital humain doit être préservé et renforcé face aux crises, désastres et conflits, les moyens d'existence préservés, les causes des migrations analysées, enfin, une gouvernance locale et mondiale cohérente facilitée et installée.

Temple de la « révolution verte » des années soixante, avec une vision ciblée sur la hausse de la productivité, la FAO a clairement pris sous l'impulsion de son Directeur général José Graziano da Silva, le tournant de la durabilité économique, sociale et surtout environnementale, évolution totalement en phase avec l'agenda 2030 du développement durable et qui a été consacrée lors de Conférence générale de la FAO en juillet dernier avec l'adoption du nouveau programme de travail à moyen-terme. Ses résultats s'évaluent à travers le prisme des Objectifs du Développement Durable. La FAO contribue ainsi à la réalisation de 40 cibles de 15 ODD, mesurées au moyen de plus d'une cinquantaine d'indicateurs.

Ces enjeux mondiaux exigent une action coordonnée impliquant l'ensemble des acteurs. La place du secteur privé dans ce cadre est essentielle. Les évolutions en matière d'alimentation et d'agriculture ont bénéficié de nombreuses innovations portées par des entreprises et l'utilisation de nouvelles ressources technologiques, financières, administratives et scientifiques. La FAO a renforcé sa collaboration avec le secteur privé pour améliorer la qualité de ses travaux dans les domaines de l'agriculture, des pêches, de la foresterie, de la gestion des ressources naturelles, de la nutrition, ou pour améliorer les systèmes agricoles et la filière alimentaire depuis l'agriculteur jusqu'au consommateur.

La prochaine session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) qui est la principale plateforme internationale qui permet à l'ensemble des parties prenantes de travailler ensemble, suivie de la journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre sera l'occasion de rappeler la nécessité d'efforts accrus et d'une approche collaborative et intégrée pour assurer la sécurité alimentaire dont notre monde a besoin.

Delphine Borione,
Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès de la FAO, du FIDA et du PAM

Unesco



La Française **Audrey Azoulay**, a été élue, vendredi 13 octobre, **directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)**, succédant à la Bulgare Irina Bokova. La candidate française était opposée au Qatari Hamad Al-Kawari.

Elevée à Paris dans une famille juive marocaine d'Essaouira, elle a été bercée par une enfance franco-marocaine. En effet, son père, André Azoulay, a conseillé le roi Hassan II puis son fils Mohammed VI. En France, elle a intégré Science-Po puis l'ENA. Elle choisit ensuite la Cour des comptes puis entre au CNC. François Hollande la nomme en 2014 comme conseillère culture puis ministre avant d'être élue ce 13 octobre à la tête de l'UNESCO.

Le Monde

Innovation



Airbus vient d'annoncer qu'il a testé avec succès le système de propulsion de son nouveau taxi volant dont le premier vol est désormais prévu pour 2018...

Le véhicule, baptisé CityAirbus, devrait être mis en service en 2023 et est un projet de taxi volant, électrique et autonome. Outre l'absence d'émission de CO2 dans l'atmosphère, le taxi volant aurait une empreinte sonore extrêmement réduite. Il pourra embarquer jusqu'à quatre passagers sur une distance franchissable d'une trentaine de kilomètres et une autonomie de près de 20 minutes.

CityAirbus sera opéré dans un premier temps avec pilote, « pour faciliter l'acceptation du public et la certification ». Mais le but est d'en faire un véhicule totalement autonome...

20minutes.fr

Espace



Toulouse a accueilli le 30ème Congrès Mondial des Astronautes.

La **Cité de l'espace**, premier site européen en matière de diffusion de la culture spatiale et astronomique auprès du grand public, qui fête cette année ses 20 ans, a réuni à l'occasion de son anniversaire plus de 100 astronautes du monde entier pour une semaine d'échanges professionnels, de rencontres et de partage avec les scolaires, les étudiants, la filière spatiale et le grand public.

Toulouseinfos

Climat



Londres confirme son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le gouvernement britannique a publié jeudi 12 octobre sa feuille de route pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 57 % d'ici à 2032 – par rapport au niveau de 1990. Le Royaume-Uni est déjà le premier pays au monde pour l'éolien en mer. Par ailleurs, un tiers des subventions doit aller à l'aide aux véhicules électriques, avec l'ambition – comme celle annoncée par la France – de mettre fin aux ventes de voitures à essence ou diesel d'ici à 2040.

Le Monde.fr

F@bRiquet



Mercredi 11 octobre s'est déroulée **l'inauguration du Fablab «Le F@bRiquet» installé à Théogone, au sein du Parc technologique du Canal.** Le FabLab de Ramonville a été co-construit par Planète Sciences – l'association ramonvilloise spécialiste de la diffusion de la culture scientifique et technique, la mairie de Ramonville et le conseil départemental de la Haute-Garonne, en partenariat avec la région Occitanie (soutien financier du Feder – Europe)

Ladepeche.fr

Tour de France des PME de Global Compact

12.10.2017



Le jeudi 12 octobre, toute l'équipe de l'ADEC N-S a été reçue par Mme Fella Imalhayene, Déléguée générale de Global Compact France, à l'occasion du Tour de France des PME de Global Compact. L'évènement, organisé autour de deux tables rondes, a été l'occasion de revenir sur l'origine et la définition du mouvement. Il a également permis de montrer, à travers les témoignages de plusieurs représentants d'entreprises ayant adopté une démarche de responsabilité sociétale, les bénéfices d'un tel changement tant au niveau financier qu'au niveau du bien-être des salariés.

Dans un premier temps, Mme Imalhayene est revenue sur les racines de ce mouvement, lancé en 2000 par l'ancien Secrétaire général des Nations Unies M. Kofi Annan. En effet, il s'agit de la plus large initiative mondiale en termes de responsabilité sociétale. Organisée autour de 17 ODD (Objectifs de développement durable), elle rassemble à l'heure actuelle 12 700 participants à travers la planète dont plus de 1 260 en France. Notre pays se place donc en tête de file de ce mouvement et c'est pourquoi, afin d'entretenir cette dynamique, PME et grandes entreprises étaient présentes à cette conférence, afin de nous présenter leur projet et d'expliquer comment elles ont réussi à intégrer les différents ODD au niveau local pour un impact global.



De gauche à droite: Mme Imalhayene, M. Salinas, M. Burel (Chargé de mission RSE&PME), Mme Graffion (Chargée de mission RSE).

Ce sont donc enchaînées deux tables rondes, chacune composée de quatre intervenants. Pour la première, nous avons eu le plaisir de découvrir les témoignages de Patricia Chauvel, Coordinatrice de la démarche RSE et Développement Durable à la Toulouse School, de Martine Combemale, Fondatrice et dirigeante de Ressources Humaines Sans Frontière, de Laurence Dubois, Directrice de la Direction Commande publique et achat du Conseil régional Occitanie, et enfin de William Vidal, Président Ecocert, élu du Défi Développement durable de la CCI Occitanie. A tour de rôle, chacun a expliqué la manière dont la RSE a été mise en place au sein de leur structure. Les points forts de leurs interventions ont été, pour Mme Chauvel, de faire découvrir à l'audience que TBS s'efforce depuis quelques années de former des managers responsables avec une dimension RSE présente dans tous les modules d'enseignement. De plus, elle a insisté sur l'effort fait pour maximiser l'égalité des chances en présentant quelques initiatives telles que «Emploi et quartier» ou bien «Les Cordées de la réussite». Mme Combemale a ensuite exposé les projets de son ONG dont l'objectif principal est de limiter les abus des Droits de l'Homme et de prévenir le travail des enfants dans toutes les étapes de la chaîne de sous-traitance. En 2016, RHSF a lancé le «défi 7/8», parrainé par S.E. l'Ambassadeur, Représentant de la France auprès des Nations Unies, et qui vise à lutter contre le travail forcé et le travail des enfants aussi bien en Europe que dans le reste du monde. Elle a par ailleurs souligné l'importance pour les entreprises de mettre en place un recrutement responsable et un véritable suivi sur les conditions de travail notamment dans des secteurs particulièrement sensibles tels que le BTP ou les services de nettoyage. Mme Dubois s'est affirmée, au nom du Conseil régional Occitanie, comme soutien du défi 7/8. Enfin, M. Vidal, nous a expliqué les différentes stratégies mises en place par la CCI Occitanie afin d'encourager les entreprises à adopter une démarche RSE. Cela s'est traduit par la mise en place d'une typologie d'argumentaire en fonction des entreprises. L'action de la CCI est donc ciblée à trois niveaux: 1. la mise en conformité des entreprises par rapport à la RSE qui est le niveau réglementaire, 2. l'anticipation des entreprises face aux défis de demain (énergie, économie solidaire etc.) et enfin, 3. la RSE comme axe et tremplin central du fonctionnement de l'entreprise.

La deuxième table ronde a été l'occasion de recevoir des dirigeants d'entreprises et de PME, venus nous faire part de leur expérience ainsi que de leurs motivations à adopter une démarche RSE. Le premier intervenant a été Bruno Duval, Chef d'entreprise (SAVCO), qui a vu dans la RSE un moyen de se démarquer de ses principaux concurrents et de proposer à ses clients un service de qualité, respectueux de l'environnement. Ensuite, Sylvie Martinel, en tant que Directrice de la Communication et de la RSE chez Nutrition & Santé nous a expliqué en quoi la RSE faisait partie de l'ADN de son entreprise et constituait son image de marque. Franck Dartout quant à lui est venu nous présenter l'initiative «Une rivière, un territoire» en sa qualité de Directeur EDF Hydro Sud-Ouest. Le but de son intervention était de montrer que les grandes entreprises peuvent également s'impliquer activement dans la démarche RSE. Enfin, Daniel Luciani, PDG Icom, nous a montré en quoi son entreprise de communication oeuvre pour le développement des ODD.

Enfin, ces tables rondes se sont conclues par des échanges conviviaux entre intervenant et audience autour d'un buffet.

L'ADEC-NS

Prévisions

7 novembre: Dîner-débat avec M. Francesc Camp, Ministre du Tourisme de la principauté d'Andorre.

*ADEC-NS BP 24219 – 31 432 Toulouse – CEDEX 4
Tél :+33 (0)5 67 16 15 16 – mail : communication@adecns.fr
Télécopie :(0)5 61 39 89 34 – site : www.adecns.fr*